



2 mars 2017

(17-1256)

Page: 1/3

Original: anglais

**RUSSIE – DROITS ANTIDUMPING SUR LES VÉHICULES UTILITAIRES
LÉGERS EN PROVENANCE D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE**

**NOTIFICATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE AU TITRE
DE L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES
RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS
(MÉMORANDUM D'ACCORD), ET DE LA RÈGLE 23 1) DES PROCÉDURES
DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 27 février 2017 et adressée par la délégation de l'Union européenne, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17:1 du *Mémorandum d'accord*, l'Union européenne notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le différend *Russie – Droits antidumping sur les véhicules utilitaires légers en provenance d'Allemagne et d'Italie* (WT/DS479). Conformément à la règle 23 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, l'Union européenne dépose simultanément la présente déclaration d'un autre appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

Pour les raisons qu'elle développera dans ses communications à l'Organe d'appel, l'Union européenne fait appel des constatations et conclusions du Groupe spécial, et demande à l'Organe d'appel de les infirmer ou de les déclarer sans fondement et sans effet juridique, en ce qui concerne les erreurs de droit et les interprétations du droit ci-après figurant dans le rapport du Groupe spécial et, dans les cas où cela est indiqué, de compléter l'analyse sur la base des constatations du Groupe spécial et des faits non contestés figurant dans le dossier.¹

**I. ERREURS CONCERNANT LES CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL RELATIVES À
LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE PAR LE DIMD**

L'Union européenne estime que les constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial concernant l'analyse du dommage par le DIMD sont erronées en droit et demande que l'Organe d'appel les infirme, en particulier en ce qui concerne ce qui suit:

1. Le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi conformément à l'article 11 du *Mémorandum d'accord* et n'a pas déterminé si l'établissement des faits par le DIMD était correct et si son évaluation de ces faits était impartiale et objective, comme le prévoit l'article 17.6 de l'Accord antidumping, en fondant son évaluation des allégations de l'UE au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping concernant les trois facteurs obligatoires relatifs au dommage (retour sur investissement, effets effectifs et potentiels sur le flux de liquidités, et capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement) sur la version confidentielle alléguée du rapport final du DIMD. En conséquence, la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'UE n'avait pas établi que le DIMD avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1

¹ Conformément à la règle 23 2) c) ii) C) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la présente déclaration d'un autre appel comprend une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs alléguées, sans préjudice de la capacité de l'Union européenne de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans le contexte de son appel.

et 3.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne ces trois facteurs relatifs au dommage est également erronée. L'Union européenne demande donc à l'Organe d'appel d'infirmier les paragraphes 7.165 à 7.172, 7.173 i) et 8.1 e) x), de compléter l'analyse sur la base des constatations du Groupe spécial et des faits non contestés figurant dans le dossier et de constater que le DIMD a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping en n'examinant pas ces trois facteurs obligatoires relatifs au dommage.

2. Le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi conformément à l'article 11 du Mémoire d'accord, en constatant que le DIMD avait correctement examiné i) si l'empêchement de hausses de prix était l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping ("force explicative"), et ii) si l'empêchement de hausses de prix était "dans une mesure notable", alors qu'il avait déjà constaté que le choix par le DIMD de la base même de son analyse d'un empêchement de hausses de prix – le taux de rentabilité de 2009 sans aucun ajustement – était incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. Par conséquent, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmier les paragraphes 7.77 à 7.81, la note de bas de page 197, les paragraphes 7.104 à 7.107 ainsi que le paragraphe 8.1 d) iii) et 8.1 d) iv) du rapport du Groupe spécial, et déclare sans fondement et sans effet juridique les constatations et conclusions du Groupe spécial sur la "force explicative" des importations visées et la "mesure notable" de l'empêchement de hausses de prix.

3. Si l'Organe d'appel devait considérer que le Groupe spécial n'a pas commis une erreur justifiant infirmation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord comme il est décrit au paragraphe précédent, l'Union européenne fait valoir que le Groupe spécial n'a pas correctement interprété et appliqué l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, lorsqu'il a constaté que la méthode utilisée par le DIMD pour établir l'existence d'un empêchement de hausses de prix – qui consistait à comparer les prix intérieurs effectifs avec les prix intérieurs cibles – montrerait nécessairement et automatiquement que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient une "force explicative" pour l'empêchement de hausses des prix intérieurs. Par conséquent, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations et conclusions formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.77, 7.78 et 8.1 d) iii) et de compléter l'analyse sur la base des constatations du Groupe spécial et des faits non contestés figurant dans le dossier en constatant que le DIMD a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en n'examinant pas si les importations visées avaient une "force explicative" pour la survenue d'un empêchement notable de hausses de prix.

4. Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application en conséquence de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping lorsqu'il a rejeté l'argument de l'Union européenne selon lequel le DIMD n'avait pas examiné si le marché accepterait des hausses des prix intérieurs additionnelles sur la base d'une prescription imposant aux parties intéressées d'avoir explicitement mis en doute la capacité du marché d'absorber des hausses de prix additionnelles, même si l'autorité chargée de l'enquête disposait d'éléments de preuve attestant de hausses de prix notables dans le passé ainsi que de hausses notables des coûts de production. Par conséquent, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations et conclusions formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.87 à 7.91 et 8.1 d) iii) et de compléter l'analyse sur la base des constatations du Groupe spécial et des faits non contestés figurant dans le dossier en constatant que le DIMD a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en n'examinant pas si le marché accepterait des hausses des prix intérieurs additionnelles.

5. Le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping en constatant que le DIMD n'était pas tenu d'examiner les renseignements sur les stocks fournis par Turin-Auto (négociant lié à Sollers) dans le cadre des facteurs obligatoires se rapportant à la situation de la branche de production nationale.² L'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.122, 7.123, 7.173 b) et 8.1 e) ii) et de les déclarer sans fondement et sans effet juridique.

² Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.122, 7.123, 7.173 b) et 8.1 e) ii).

II. ERREURS CONCERNANT LES CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL RELATIVES À L'ALLÉGATION DE L'UE AU TITRE DE L'ARTICLE 6.9 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

L'Union européenne estime que les constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial concernant la divulgation des faits essentiels par le DIMD énumérées ci-après sont erronées en droit et demande que l'Organe d'appel les infirme, en particulier en ce qui concerne ce qui suit:

1. Le Groupe spécial a interprété d'une manière incorrecte l'article 6.9 en constatant, de façon générale, qu'une "méthode" n'était pas un fait, ni un fait essentiel.³
2. Le Groupe spécial a interprété d'une manière incorrecte l'article 6.9 en constatant qu'"[i]l n'[était] pas exigé que chaque "fait essentiel" soit divulgué", mais que l'article 6.9 s'appliquait seulement aux faits essentiels dont il avait été montré de manière additionnelle qu'ils étaient "examinés".⁴
3. Le Groupe spécial a interprété et appliqué d'une manière incorrecte l'article 6.9 en constatant que la source des données ne pouvait pas être un fait essentiel examiné, et/ou que la source des données concernant les volumes et les valeurs des importations sur lesquelles les analyses du dumping et du dommage effectuées par le DIMD étaient fondées n'était pas un fait essentiel examiné.⁵

En ce qui concerne ces erreurs, l'Union européenne demande à l'Organe d'appel d'infirmes ces constatations, de compléter l'analyse sur la base des constatations du Groupe spécial et des faits non contestés figurant dans le dossier et de constater que, en ne divulguant pas la source des renseignements concernant les volumes et les valeurs des importations dans le contexte de ses analyses du dumping et du dommage, le DIMD avait agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.256.

⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.256.

⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.42, 7.256 et 7.257, 7.278 et 8.1 h).